AEP : La Banque mondiale recommande un plan d'action énergique pour la Régide

Dossier de

de la r\tilde{A} daction de H2o June 2018

Â

Le secteur de l'eau a connu de graves dysfonctionnements aux effets incalculables sur les conditions générales de santé et le coût de la vie des ménages congolais. Pour la Banque mondiale (BM), le pays doit dresser un bilan des dépenses faites au cours des cinq derniÃ"res années et évaluer leurs effets sur la performance du secteur.

Dans sa derniÃ"re revue portant sur la gestion des dépenses publiques et la responsabilisation financiÃ"re (exercice 2017), la BM tire la sonnette d'alarme sur certains problÀ mes r©currents liés À la fourniture de l'eau en RDC. "Cette situation résulte notamment de l'insuffisance des ressources financiÃ"res et des problÃ"mes de gestion des administrations publiques du secteur de l'eau", relÃ"ve-t-elle. Pourtant, à l'instar du secteur de l'électricité, le pays dispose d'importantes ressources en eau globalement inexploitA©es A ce jour. Le niveau de desserte en eau reste trA s bas. Cela ne va pas sans poser une question de fond sur le fonctionnement de l'opérateur historique, la Régie de distribution d'eau de la RDC (Régideso). "Le rétablissement de l'équilibre financier de la Régideso est indispensable pour assurer l'exploitation et la pérennité des installations", estime la BM. Pour réveiller le géant endormi, la BM énonce quatre gran domaines d'intervention. Il s'agit du développement de l'activité, de la remise en ordre du fichier clients, de la maîtrise des charges du personnel et du paiement mensuel des consommations d'eau des instances officielles et des ayants droit. Pour l'institution financià re internationale, ce dernier point représente un véritable verrou à tout effort de relance durable de la société commerciale. "Le paiement par l'État et les ayants droit permettrait de débloquer sa situation financiÃ"re et d'améliorer la maintenance", préconise la BM. Au-delà de la production, la Régideso doit trÃ"s vite mettre sur pied un plan d'action prioritaire en faveur de toutes les directions pour mettre fin ou réduire les pertes d'eau. Comme l'explique la BM, il serait intéressant que les autorités congolaises et de la Régideso s'inspirent des expériences réussi ailleurs, les cas du Sénégal, du Burkina Faso et tant d'autres pays. Si la Régideso a tenté d'installer un comité de réduction des pertes dans les années 2010, l'expérience ne s'est pas avérée payante. En relançant un tel projet, la société devrait tirer quelques avantages tant au niveau de l'accroissement du nombre de points de vente actifs que du volume d'eau facturé. La réaffirmation du rà le-clef de la signature d'un contrat de performance liant la Régideso à l'É congolais n'exclut pas un audit régulier. Sur ce point, la BM se félicite de la mise en place, par le Copirep, l'organe technique du gouvernement central, des outils pour la réforme de la Régideso, notamment les contrats de gestion, l'auditeur, etc. À "Cet audit permettra de fournir À l'À‰tat et À ses partenaires l'assurance que toutes les clauses du contrat sont appliquées par les parties et que les données et les indicateurs fournis et calculés par la Régideso sont sincÃ"res et vérifiables", déclare la BM.

Pour l'avenir, il faut continuer à mobiliser l'argent nécessaire à la relance du secteur de l'eau. Dans son programme, le gouvernement central n'hésite pas à tabler sur un taux optimiste d'accÃ"s à l'eau et à l'assainissement de 70 %. Or, cet objectif exigera un investissement d'au moins 3,5 milliards de dollars américains sur une période de cinq ans. Au moins 1,2 milliard devra être orienté vers la Régideso. Sur ce point, l'équation est loin d'être résolue.

Laurent Essolomwa, Les DépÃaches de Brazzaville (Brazzaville) -Â AllAfrica